

# POUR LA CGT ÉDUC'ACTION, L'ÉCOLE EST FAITE POUR RASSEMBLER, PAS POUR STIGMATISER OU DIVISER.



Alors que le président Macron annonçait préparer des mesures depuis de très nombreux mois sur la question de la laïcité et des « séparatismes », la CGT Éduc'action a été surprise de constater que la seule véritable mesure d'application immédiate présidentielle n'impliquait que l'École.

Si nous reconnaissons que l'École a une place majeure dans la construction d'une société laïque et est source d'émancipation individuelle et collective, nous ne partageons pas l'idée selon laquelle elle aurait à porter tous les maux de notre société.

La CGT Éduc'action s'étonne de l'annonce rendant l'instruction obligatoire dès 3 ans à l'École. En effet, comment croire que cette seule mesure soit de taille à répondre à la question globale de la laïcité ? Comment croire également que tou·tes les élèves n'étant pas scolarisé·es dès 3 ans sont des musulman·es soumis·es à la volonté politique de leurs familles de les écarter de « l'École de la République » ? N'oublions pas que si tous les enfants ne vont pas à l'École dès 3 ans, c'est certes un choix de certaines familles (de n'importe quelle religion ou par simples choix idéologiques non religieux), mais c'est aussi parfois lié à des problèmes de scolarisation générés par l'Institution elle-même (manque de places, problèmes d'organisation, manque récurrent d'enseignant·es, d'AESH...).

Si le président veut tant défendre le rôle émancipateur de l'école, il pourrait enfin porter une réflexion globale sur l'École obligatoire jusqu'à 18 ans et sur les moyens humains et financiers à mettre en œuvre pour accueillir tout le monde dans des conditions matérielles et pédagogiques dignes.

La CGT Éduc'action constate surtout que pour le président de la République, les « séparatismes » visés et la question de la laïcité ne concernent que la seule religion musulmane. Une nouvelle fois, nous dénonçons cette stigmatisation de la part du pouvoir en place qui ne remet en cause à aucun moment et d'aucune façon les autres religions. En effet, nous aurions aimé entendre le président Macron s'exprimer également sur le respect de la laïcité dans toutes les écoles privées (et de toute obédience) ou sur leur financement.

Pour la CGT Éduc'action, on ne peut prétendre défendre la laïcité et ne viser que les musulman·es alors que l'on développe parallèlement le financement des écoles privées via la loi Blanquer. Par ailleurs, cette mesure sur la scolarité obligatoire pourrait favoriser le renforcement des écoles privées vers lesquelles les familles visées seraient tentées de se tourner.

À ce titre, la CGT Éduc'action rappelle sa revendication de nationalisation de l'enseignement privé.

Enfin, engager une politique pour la préservation de la laïcité partout sur le territoire doit passer obligatoirement par des mesures d'ordre social et économique pour soutenir les familles et non les stigmatiser.

Montreuil, le 6 octobre 2020